

Maintenant qu'il nous a surendettés, Macron siffle la fin de la partie !

écrit par Christine Tasin | 29 juin 2022



La dette publique de la France est de 2 901,8 Md€, soit 114,5 % du PIB, en hausse de 88 milliards sur 3 mois .

À la fin du deuxième trimestre 2017, la dette publique était de 2 231,7 Md€, soit 99,2% du Pib...

Macron est aux anges... Les Français auront beau se révolter, défilier, tout casser... il ne pourra rien leur accorder, au motif que nous sommes trop endetté, que plus personne ne veut nous prêter...

Je suis fatiguée de jouer les Cassandre...



Cassandra, cette prophétesse troyenne qui, pour avoir refusé les avances d'Apollon, avait reçu le don de prédire l'avenir sans jamais être crue...

Je ne sais pas ce que j'ai fait à Apollon, mais j'ai la terrifiante impression de voir clair, d'annoncer des années à l'avance ce qui va se passer... sans que cela ébranle qui que ce soit, sans que les Français ouvrent les yeux, sans qu'ils disent non, sans qu'ils votent pour les Résistants... C'est à se taper la tête contre les murs !

Cela fait plus de 2 ans que je pousse des hauts cris en voyant l'argent dépensé (à mauvais escient en plus) par Macron, la gabegie Covid, la gabegie Mac Kinsey, la gabegie Pfizer, la

gabegie vaccination, la gabegie tests... Mais aussi la gabegie immigration, la gabegie des milliards offerts à nombre de pays africains... Mais aussi la gabegie des dépenses somptuaires en réceptions pour la frime à Versailles, les voyages coûtant la peau des femmes de Castex en Falcolm ou de Macron (et sa cour) à Kiev ... tout cela aux frais de la princesse, c'est-à-dire aux frais des Français, en les endettant comme ils ne l'ont jamais été.

Depuis 2 ans, je pense que j'ai dit, au moins une fois par mois que ce qui se passait était terrifiant, que Macron était en train de nous endetter à mort et que son but était de faire de la France une Grèce bis, bientôt obligée de faire un bond en arrière de 50 ans, d'accepter des baisses de retraite, de salaire, de voir vendus nos bijoux de famille à l'ancan comme la Grèce a vu passer aux mains d'investisseurs et autres fonds de pension des îles, des musées, son port (le Pirée), l'aéroport d'Athènes... j'en passe et des meilleures.

Oui, en sosie de Cassandre, je vois clair, j'alerte, et personne ne me croit ou du moins ne tire de conséquences de ces malheurs qui nous tombent tous dessus en même temps, comme par hasard. Covid, Ukraine, paupérisation, pénuries, restrictions, coupures... Je sais bien que nous avons été nombreux, dans les réseaux patriotes, à tirer la sonnette d'alarme. En vain...

Et à présent Macron-Le Maire lèvent le masque. Fini de rigoler, fini de jeter l'argent par les fenêtres, va falloir se serrer la ceinture... d'autant que ces gros incapables, conseillés par Mac Kinsey, se sont crus très malins d'indexer la dette sur l'inflation... L'inflation repart, augmentant automatiquement notre dette déjà considérable.

N'oubliez donc pas que vous allez avoir des chèques, des réductions du prix de l'essence, des aides pour compenser l'inflation. Il n'y a plus d'élections mais l'inflation et l'impossibilité/incapacité de la gérer demeure...

Les seules solutions auxquels pensent les ~~débiles~~ salauds qui commandent, c'est de revaloriser les aides sociales. (Donc, une fois de plus ce sont les Français moyens, qui bossent, qui payent des impôts qui vont voir une fois de plus leur pouvoir d'achat rétrécir drastiquement, qui vont devoir se serrer la ceinture, moins consommer et donc participer à la crise qui commence et les patrons qui vont être priés de faire des efforts... comme s'ils ne payaient déjà pas assez de charges ahurissantes, les plus fortes d'Europe ! La faillite les guette eux aussi.

Finances publiques : la « cote d'alerte » est atteinte, prévient Bruno Le Maire

Le ministre de l'Economie et des Finances a mis en garde sur les « conditions de financement » de la France qui « ont changé ». Alors que la majorité va devoir trouver un accord avec l'opposition sur le pouvoir d'achat, « tout n'est pas possible », a indiqué d'avance Bruno Le Maire ce lundi matin sur BFMTV.

Le « quoi qu'il en coûte », c'est bel et bien du passé : la France n'a plus les moyens d'emprunter pour dépenser massivement. Ce lundi matin sur BFMTV, le ministre de l'Economie et des Finances a assuré que l'Etat français avait « atteint la cote d'alerte sur les finances publiques ». Les nouvelles mesures en faveur notamment du pouvoir d'achat devront donc prendre en compte ce cadre contraint, a-t-il prévenu.

« Les conditions de financement ont changé : nous pouvons emprunter à 0 % voire à des taux négatifs, alors qu'aujourd'hui nous empruntons à plus de 2 % », a expliqué Bruno Le Maire. « Une partie de la charge de la dette est indexée sur l'inflation . Quand l'inflation augmente, la charge de la dette augmente de plusieurs milliards d'euros. Ma

responsabilité de ministre des Finances, c'est de revenir à des finances publiques équilibrées d'ici 2027 », a-t-il ajouté.

Limiter les mesures en faveur du pouvoir d'achat

Interrogé sur les mesures en faveur du pouvoir d'achat, le ministre de l'Economie a ainsi expliqué que « tout n'(était) pas possible ». « Des dépenses de l'ordre de 20 à 25 milliards d'euros sur le carburant, comme le proposent certaines formations politiques, seront trop coûteuses », a-t-il ajouté. Le gouvernement va « discuter » avec celles qui proposent des baisses de taxes sur le carburant , mais « l'esprit de compromis doit s'accompagner d'un esprit de décision ».

Selon l'Insee, la dette publique française a dépassé les 2.900 milliards d'euros à la fin du troisième trimestre, soit 114,5 % du PIB, du fait aussi d'une croissance économique en berne. « La politique, c'est des choix (...). Il est impératif de réduire l'endettement public » mais « il faut, dans le même temps, protéger nos compatriotes qui sont les plus fragiles, mais les protéger de manière responsable ».

Le gouvernement prévoit ainsi, comme l'a révélé « Les Echos », une revalorisation de 4 % d'un large éventail d'aides sociales . Les APL devraient augmenter de 3,5 %. Le tout pour une facture de 8 milliards d'euros . Parallèlement, le gouvernement compte sur les entreprises pour participer à l'effort en faveur du pouvoir d'achat des ménages : Bruno Le Maire a demandé un effort supplémentaire à TotalEnergies, les employeurs vont être incités à financer davantage les dépenses de carburant de leurs salariés .

Les Echos

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/finances-publiques-la-cote-dalerte-est-atteinte-previent-bruno-le-maire-1415957>

